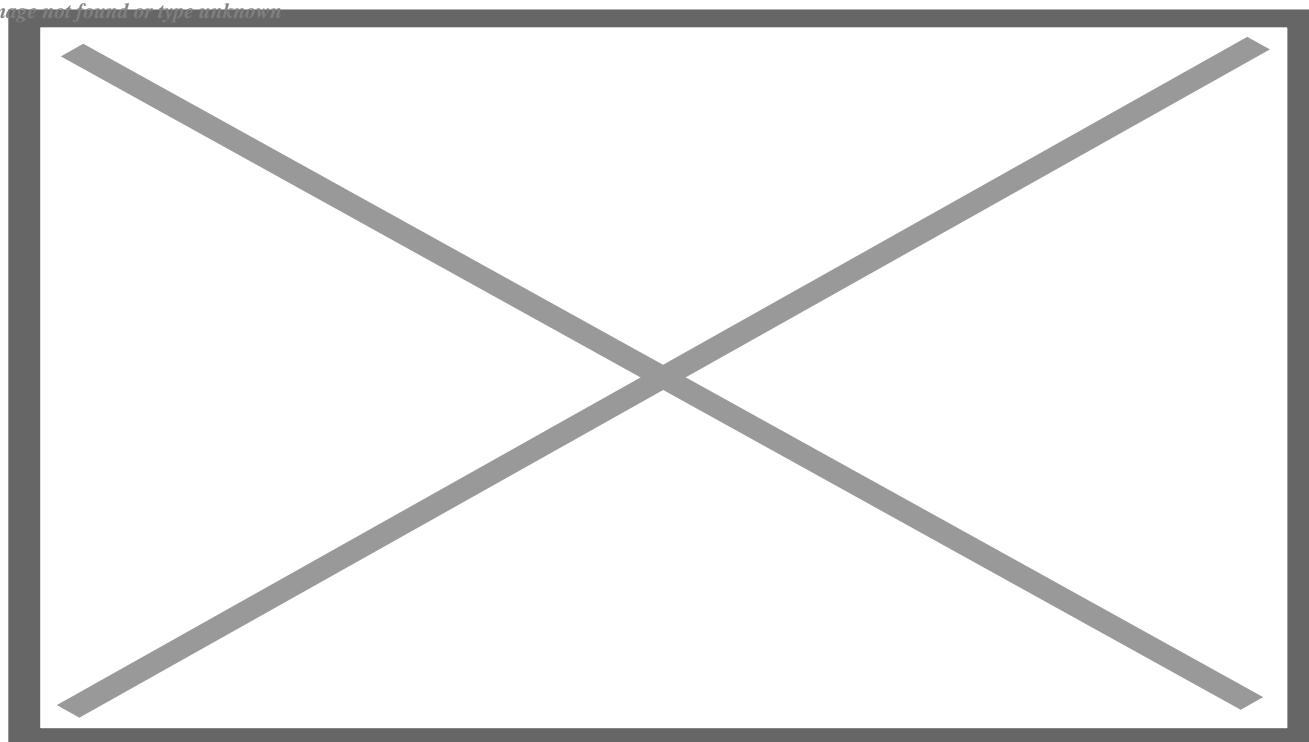


Nouvelle perquisition du Palais du gouvernement à Lima

Image not found or type unknown



La Havane, 17 septembre (RHC)- Un procureur et une équipe de policiers et d'experts ont fait une nouvelle descente aujourd'hui au Palais du gouvernement du Pérou, sur ordre du tribunal, afin de saisir les enregistrements des caméras de surveillance du siège du gouvernement péruvien.

Le groupe, dirigé par le procureur Jorge Garcia, a été rapidement reçu après une brève attente au cours de laquelle Jorge Garcia a prévenu les gardiens du Palais que "tout type de retard injustifié" serait considéré comme un acte d'obstruction.

Le mandat présenté par le procureur l'autorise à faire une descente au palais dans le but de fouiller et de saisir les caméras de surveillance qui couvrent les entrées et les sorties et les enregistrements respectifs correspondant aux 8, 9 et 10 août.

L'opération est manifestement liée à l'enquête sur l'échec de l'opération le 9 août à la résidence présidentielle, dans le but d'arrêter la fille putative du président, Yenifer Paredes, qui s'est rendue le lendemain. Un juge a alors ordonné sa mise en détention provisoire pendant 30 mois.

L'affaire a donné lieu à une enquête pour dissimulation présumée qui aurait empêché sa capture le 9 août, car la police affirme avoir enregistré l'entrée de la jeune femme au palais, mais pas sa sortie.

Les enregistrements des caméras de surveillance ont été demandés par le bureau du procureur anticorruption à la Maison militaire, qui assure la sécurité et administre le siège. Cette dernière avait refusé au motif que les enregistrements peuvent contenir des informations confidentielles.

Selon le bureau du procureur, Yenifer Paredes ferait partie d'une organisation dédiée à l'attribution de contrats de travaux publics irréguliers, qui serait dirigée par le président Castillo, son épouse, Lilia Paredes, et deux de ses beaux-frères et deux de ses neveux.

L'enquête suggère que, dans l'organisation présumée, Pedro Castillo était détaché par le ministre du Logement, jusqu'à récemment, Geiner Alvarado, qui a démissionné ce vendredi de son poste de responsable des transports et des communications, ce qu'il a été contraint de faire parce que le Parlement l'a censuré hier en raison des allégations de corruption à son encontre.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/299551-nouvelle-perquisition-du-palais-du-gouvernement-a-lima>



Radio Habana Cuba